



Chapitre I-12

LOI SUR L'INSPECTION DES ÉCHAFAUDAGES

- Inspecteur des échafaudages.** **1.** Il est du devoir des autorités municipales de toute cité ou ville dans les limites de laquelle un édifice public au sens de l'article 2 de la Loi sur la sécurité dans les édifices publics (chapitre S-3) est en voie d'être construit ou modifié, d'employer, en qualité d'inspecteur des échafaudages, une personne compétente chargée de la surveillance et de l'inspection des échafaudages et des monte-charge servant à la distribution des matériaux destinés à l'édifice en construction.
S. R. 1964, c. 151, a. 1.
- Honoraires.** **2.** Toute telle municipalité de cité ou de ville peut, par règlement, fixer un honoraire n'excédant pas trois dollars pour telle inspection.
S. R. 1964, c. 151, a. 2.
- Certificat.** **3.** Tout entrepreneur, constructeur pour son compte, ou tout contremaître qui se sert d'échafaudages d'au moins quinze pieds de hauteur doit obtenir un certificat d'inspection de son échafaudage, signé par l'inspecteur désigné pour cette fin et contresigné par le secrétaire de la municipalité.
S. R. 1964, c. 151, a. 3.
- Formules-types d'échafaudages.** **4.** Pour aider à l'application de la présente loi, le ministère du travail et de la main-d'oeuvre distribuera aux municipalités intéressées, sur demande, certaines formules-types d'échafaudages approuvées par le gouvernement, établissant les conditions auxquelles sera soumise la construction des échafaudages, au cours de l'érection des bâtisses. Ces formules seront fournies aux intéressés par les autorités municipales de l'endroit, et nul certificat ne sera accordé pour un échafaudage qui ne sera pas conforme ou équivalent aux données de ces formules.
S. R. 1964, c. 151, a. 4; 1968, c. 43, a. 17.
- Annulation du certificat.** **5.** Si l'inspecteur des échafaudages constate, durant la construction d'une bâtisse, que les entrepreneurs, constructeurs ou contre-

maîtres négligent ou refusent de se conformer aux prescriptions des formules réglementant la construction des échafaudages et les monte-charge, et que ce refus ou cette négligence est de nature à compromettre la sécurité des ouvriers employés à la construction, il doit en faire rapport au secrétaire de la municipalité, lequel après un premier avis, pourra annuler le certificat d'inspection et prendre des procédures contre les parties en défaut.

S. R. 1964, c. 151, a. 5.

Contravention par
constructeur.

6. Tout entrepreneur, constructeur ou contremaître qui refuse ou néglige de faire inspecter son échafaudage et le monte-charge, tel qu'exigé par l'article 3, ou refuse de suivre les formules relatives à la construction des échafaudages et des monte-charge, est coupable d'une infraction à la présente loi et passible, sur poursuite sommaire, devant un magistrat ou un juge de paix ayant juridiction, d'une amende n'excédant pas cinquante dollars et des frais.

S. R. 1964, c. 151, a. 6.

Contravention par
municipalité.

7. Toute corporation visée par la présente loi, qui néglige ou refuse de faire surveiller la construction des échafaudages et des monte-charge, d'émettre des certificats d'inspection, de distribuer les formules requises aux intéressés et de se soumettre à quelqu'une des présentes dispositions, est passible sur poursuite sommaire, d'une amende d'au plus vingt-cinq dollars et des frais.

S. R. 1964, c. 151, a. 7.

Poursuites.

8. Toute poursuite en vertu des dispositions de la présente loi est intentée, instruite et jugée d'après les dispositions de la Loi sur les poursuites sommaires (chapitre P-15).

S. R. 1964, c. 151, a. 8.

Application de la loi.

9. La présente loi s'applique à toutes les cités et villes au Québec, mais rien de ce qui y est contenu n'est censé enlever aux municipalités le droit qu'elles possèdent déjà de réglementer la construction des échafaudages et des monte-charge, pourvu que ces règlements ne soient pas incompatibles avec les dispositions de la présente loi.

S. R. 1964, c. 151, a. 9.

Pouvoir des municipalités.

10. Les municipalités peuvent, par règlement, étendre l'application des prescriptions édictées par la présente loi, pour la sécurité de ceux qui travaillent sur des échafaudages et des monte-charge, à toutes autres constructions qui ne seraient pas comprises sous le nom

d'édifice public au sens de l'article 2 de la Loi sur la sécurité dans
les édifices publics (chapitre S-3).

S. R. 1964, c. 151, a. 10.

ANNEXE ABROGATIVE

Conformément à l'article 17 de la Loi sur la refonte des lois (chapitre R-3), le chapitre 151 des Statuts refondus, 1964, tel qu'en vigueur au 31 décembre 1977, est abrogé à compter de l'entrée en vigueur du chapitre I-12 des Lois refondues.

© Éditeur officiel du Québec, 1978

TABLE DE CONCORDANCE

**STATUTS
REFONDUS, 1964**

**LOIS REFONDUES,
1977**

Chapitre 151

Chapitre I-12

**LOI DE L'INSPECTION
DES ÉCHAFAUDAGES**

**LOI SUR L'INSPEC-
TION DES ÉCHAFAU-
DAGES**

ARTICLES

ARTICLES

REMARQUES

1 - 10

1 - 10

La table de concordance fait état de tous les numéros d'articles, qu'ils aient changé de numérotation ou non. Quant aux autres divisions (i.e. partie, chapitre, section, sous-section, paragraphe, etc. . .), s'il en est, il en est fait état que si elles ont changé de numérotation.

Le terme « omis » dans la colonne « Remarques » vise l'article qui n'apparaît pas dans le refonte parce qu'il est sans effet, local, privé, d'objet accompli, temporaire, transitoire, non en vigueur, ou encore, parce qu'il est un article d'abrogation ou de remplacement.

